



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026 A 19H30

Le 28 septembre 2026, le conseil municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois, régulièrement convoqué le 22 septembre 2026 conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la Mairie, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Frédéric PETITTA, Maire.

Etaient présents :

Frédéric PETITTA, Nathalie VASSEUR, Jean-Pierre VIMARD, Sarah BENHAMMOU, , Alice SEBBAG, Amir BEN MERZOUG, Philippe ROGER Nadia CARCASSET, Héritier LUNDA, Karine FARINA, Marc LE MEUR, Laurence BELAIGUES, Philippe DECOMBLE, Maria DE JESUS, Mohammed ZAOUÏ, Michelle BOUCHON, José MARTINS, Patricia BARTOLI, Cathy DA MOTA, Jacques BOULANGER, Franck CHAUEAU, Florence ROGER, Marie-Eve HODGI, Emmanuel GAPAILLARD, Bertrand PUARD, Sébastien CHAMBRY, Stéphanie DALMASSO, Adrien FRANCISCO, Julie FERRÉ, Mickael AMAND, Franck PHILIPPE, Marie-Noëlle ROLLY, Dimitri GORGE-BERNAT, Ivan CARRENO, Tahamout BENKHETTACHE.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article 2121.17 du code du texte précité.

Excusés ayant donné pouvoir :

Brahim OUAREM (pouvoir à Amir BEN MERZOUG), Naïma FERROUDJI (pouvoir à Jean-Pierre VIMARD), Raymonde BLÉCOURT (pouvoir à Sarah BEN HAMMOU), Mélanie SCHLATTER (pouvoir à Marie-Noëlle ROLLY)

Absents Excusés :

Nombre de membres
composant le conseil : 39

en exercice : 39

présents : 35

représentés : 4

absents : 0

Frédéric PETITTA, Maire, ayant procédé à l'appel nominal, déclare la séance ouverte

Alice SEBBAG est élue secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2026

Délibération n°26-127

DGA : Caroline CARSOULLE

Service : Pôle Santé

Affaire suivie par Michelle CARRIC

AFFECTATION DÉFINITIVE DES RÉSULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux publics ;

VU la délibération n°25-65 du 23 juin 2025 affectant provisoirement les résultats du compte administratif 2024 ;

VU la décision d'affectation du résultat 2024 par l'autorité de tarification en date du 29 mai 2026 ;

VU la délibération n°25-62 du 23 juin 2025 portant affectation définitive des résultats 2023 du SSIAD ;

VU la délibération n°26-79 du 18 mai 2026 portant proposition d'affectation des résultats 2025 du SSIAD ;

CONSIDÉRANT que le budget du SSIAD est tarifé et qu'il convient de rendre compte de son exécution à l'Agence Régionale de Santé (ARS), organisme de tarification ainsi que de se conformer à sa décision en matière d'affectation de résultat ;

CONSIDÉRANT que l'ARS peut avant de procéder à l'affectation d'un résultat, en réformer d'office le montant en écartant les dépenses qui sont manifestement étrangères par leur nature ou par leur importance, à celles qui avaient été envisagées lors de la procédure de fixation du tarif ;

CONSIDÉRANT que le résultat administratif à affecter est constitué du résultat comptable de l'année et du résultat reporté ;

CONSIDÉRANT que l'instruction codificatrice n°09-006-M22 du 31 mars 2009 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux publics appliquant le cadre du budget prévisionnel prescrit en son chapitre 31.2 la prise d'une première délibération proposant l'affectation du résultat lors de la séance de vote du compte administratif, puis la prise d'une seconde délibération une fois connue la décision de l'autorité de tarification ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de délibérer de nouveau sur l'affectation des résultats 2024 d'exploitation ;

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission Solidarité, Santé, Grand âge et Qualité du service public qui s'est tenue le 17 septembre 2026 ;

CONSIDÉRANT que le compte administratif 2024 fait ressortir les résultats suivants d'exploitation :

Dépenses : 1 313 067,94 € ;

Recettes : 1 360 969,39 €.

Soit ;

Résultat comptable excédentaire : + 47 901,45 € ;

Résultat administratif à affecter : + 47 901,45 €.

CONSIDÉRANT que, conformément à la décision de l'ARS du 29 mai 2026, le résultat 2024 retenu par l'autorité de tarification, soit 37 191,25 €, doit être affecté en réserve de trésorerie au compte 10685 ;

CONSIDÉRANT que l'écart de 10 710,20 € entre le résultat constaté par le SSIAD, soit 47 901,45 €, et le résultat retenu par l'ARS, soit 37 191,25 €, résulte de la prise en compte par l'ARS :

- d'une charge de personnel de 36 535,79 €, non mandatée par le SSIAD sur l'exercice 2024 et devant faire l'objet d'un mandatement en 2026 ;

- de produits supplémentaires d'un montant total de 25 825,59 €, correspondant à des régularisations de dotations rattachées par l'ARS à l'exercice 2024, mais déjà prises en compte par le SSIAD à hauteur de 12 870,89 € dans le résultat 2023, conformément à la délibération n°25-62, et à hauteur de 12 954,70 € dans le résultat 2025, conformément à la délibération n°26-79 ;

CONSIDÉRANT que la somme de 12 870,89 €, correspondant à une partie des produits supplémentaires retenus par l'ARS au titre de l'exercice 2024, a déjà été prise en compte dans l'affectation définitive du résultat 2023 par la délibération n°25-62 du 23 juin 2025, et affectée à la réserve de compensation des déficits inscrite au compte 106868 ; qu'il convient, par conséquent, de reprendre ce montant sur ladite réserve ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de modifier la délibération n°26-79 du 18 mai 2026 en réduisant de 12 954,70 € le montant du résultat 2025 provisoirement affecté à la réserve de compensation des déficits au compte 106868 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'annuler l'affectation provisoire de 47 901,45 € à la réserve de compensation des déficits figurant au titre de la délibération n°25-65 du 23 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que le solde à reporter en section d'exploitation s'établit à 36 535,79 €, selon le calcul suivant : $47\,901,45\text{ €} - 37\,191,25\text{ €} + 25\,825,59\text{ €} = 36\,535,79\text{ €}$, et donnera lieu à une inscription en recette au compte 002 « excédent d'exploitation reporté » au budget supplémentaire 2026.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

ANNULE ET REMPLACE les dispositions de la délibération n°25-65 du 23 juin 2025 relatives à l'affectation provisoire du résultat d'exploitation 2024 du SSIAD, qui prévoyaient l'affectation de 47 901,45 € à la réserve de compensation des déficits au compte 106868 ;

AFFECTE définitivement le résultat 2024 retenu par l'ARS, soit **37 191,25 €**, en réserve de trésorerie au compte 10685 ;

DÉCIDE de reprendre sur la réserve de compensation des déficits inscrite au compte 106868 la somme de **12 870,89 €**, affectée par la délibération n°25-62 du 23 juin 2025 ;

DÉCIDE de modifier l'affectation provisoire du résultat 2025 adoptée par la délibération n°26-79 du 18 mai 2026, en réduisant de **12 954,70 €** le montant destiné à la réserve de compensation des déficits au compte 106868 ;

AFFECTE la somme de **36 535,79 €** en excédent d'exploitation reporté ;

DIT que cette dernière affectation donnera lieu à l'inscription d'une recette de **36 535,79 €** au compte 002 « excédent d'exploitation reporté » au budget supplémentaire 2026 ;

PRÉCISE que le montant inscrit au compte 002 est déterminé comme suit :

$$47\,901,45\,€ - 37\,191,25\,€ + 12\,870,89\,€ + 12\,954,70\,€ = 36\,535,79\,€ ;$$

AUTORISE le comptable à accomplir toutes les formalités et écritures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

VOTE

Pour : 37

Contre :

Abstention : 2 (Mme Ferré, M. Amand)

Pour extrait conforme.

Frédéric PETITTA

Maire de Sainte-Geneviève-des-Bois

Président de Cœur d'Essonne Agglomération



Le présent acte peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire. L'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. La décision explicite ou implicite au recours gracieux peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr ou par voie postale ou directement au bureau du greffe de la juridiction (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles).